Saint-Alban-d'Ay : finances de la commune

Commune · Ardèche (07) · 1 447 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Saint-Alban-d'Ay affichait un encours de dette de 1,8 M€, soit 1 211 € par habitant, une épargne brute égale à 41,4 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,6 ans.

Dette par habitant
1 211 €
1,8 M€ au total

Capacité de désendettement
3,6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
41,4 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
470 € / hab.
680 k€ au total

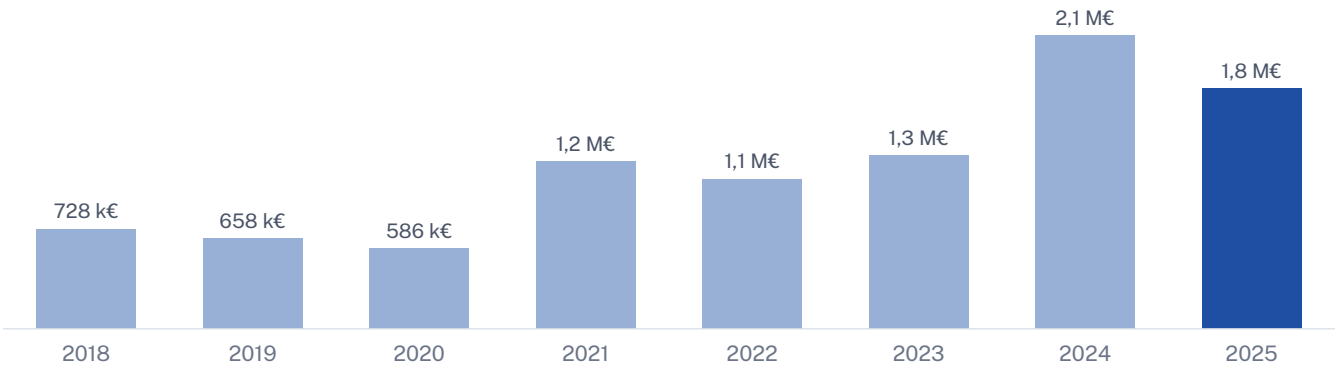
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	470 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	31,1 %	146 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	41,4 %	332 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 211 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	583 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	260 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 728 k€ en 2018 à 1,8 M€ en 2025 (+140,8 %). Valeur la plus haute : 2,1 M€ en 2024 ; la plus basse : 586 k€ en 2020.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	728 k€	40,4 %	2,2 ans	387 k€
2019	658 k€	48,4 %	1,5 ans	261 k€
2020	586 k€	50,4 %	1,2 ans	281 k€
2021	1,2 M€	50,5 %	2,5 ans	416 k€
2022	1,1 M€	52,6 %	2 ans	1,5 M€
2023	1,3 M€	42,7 %	2,8 ans	736 k€
2024	2,1 M€	6,8 %	25,9 ans	1,2 M€
2025	1,8 M€	41,4 %	3,6 ans	843 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Alban-d'Ay	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 211 €	692 €	+75 %
Impôts locaux par habitant	260 €	482 €	−46 %
Frais de personnel par habitant	146 €	326 €	−55,1 %
Investissement par habitant	583 €	237 €	+146,3 %
Taux d'épargne brute	41,4 %	18,2 %	
Capacité de désendettement	3,6 ans	5,1 ans	

Jumelles : Villeneuve-la-Rivière (66), Ancône (26), Château-Guibert (85), Serrières-de-Briord (01), Roye (70), Val-Sonnette (39), Nargis (45), Sérignac-sur-Garonne (47), Saint-Paterne-Racan (37), Chaillac-sur-Vienne (87). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 394	1 447	+3,8 %	+1,3 %
Dette par habitant	472 €	1 211 €	+156,5 %	−22,2 %
Impôts locaux par habitant	228 €	260 €	+14,4 %	+22,2 %
Frais de personnel par habitant	135 €	146 €	+8,6 %	+23,1 %
Taux d’épargne brute	48,4 %	41,4 %	−6,9 points	−2,9 points
Capacité de désendettement	1,5 ans	3,6 ans	+2,1 ans	−0,8 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 455 €		2 553 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Alban-d'Ay	Comparaison
Habitants (2023)	1 384	+5,2 % depuis 2012 (département : +5 %)
65 ans ou plus (2023)	21,7 %	département : 26,4 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 3,3
Salariés du secteur privé (2025)	32	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	111	−21,3 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	105,3	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d’élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

700 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 90 emplois, soit 14 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2,3 %	2,9 %	1,3 %	17,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7,2 %	9,3 %	6,6 %	10,9 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10,5 %	11,7 %	20,1 %	5,4 %
Professions intermédiaires	24 %	26,8 %	26,4 %	21,7 %
Employés	20,4 %	26,4 %	26,1 %	28,3 %
Ouvriers	35,5 %	23 %	19,5 %	16,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Auvergne-Rhône-Alpes

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	59 090	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	58 490	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	56 510	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	50 710	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	50 250	1,4 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	45 240	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	44 710	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	39 960	1,1 %
Conducteurs de poids lourds	39 490	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	39 470	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	36 930	1 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	36 680	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Ardèche (07)) : 10 104 au moins, dont 44,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	1 288	48,4 %
Agriculteurs	791	33,9 %
Employés de l'hôtellerie	708	48 %
Serveurs de cafés restaurants	632	39,7 %
Agents d'entretien de locaux	455	39,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	395	32,4 %

Métier	Projets	Difficiles
Sportifs et animateurs sportifs	331	61 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	293	56,7 %
Aides-soignants	268	71,6 %
Professionnels des spectacles	238	22,3 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Alban-d'Ay
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	914 k€ pour 6 projets
Par habitant	632 € (communes de même taille : 210 € ; département : 333 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	33,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Remplacement de l'unité de traitement de la commune de St Alban d'Ay et démolition de l'ancienne station d'épuration	386 162 €
2025	DETR	Reparations des degats suite a l'episode cevenol d'octobre 2024	35 520 €
2023	DETR	Installation d'un système de vidéoprotection	22 167 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.